



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

MACRON-BLANQUER ET LEUR RÉFORME

L'AVENIR DE MILLIONS DE JEUNES EN QUESTION

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 16 MAI 2019

ILS VEULENT REDUIRE LES DEPENSES D'ÉDUCATION... MAIS PAS SEULEMENT

En matière d'éducation, ils prétendent améliorer « l'égalité des chances », par exemple, en limitant à 24 le nombre d'élèves de certaines classes de maternelle et primaire. Mais ce sera sans moyens supplémentaires. Ce qui fera augmenter les effectifs dans toutes les autres.

Réduire le déficit budgétaire, c'est leur dogme. Mais ils refusent de revenir sur les milliards de largesses aux riches et aux entreprises. Leur choix, c'est de trancher à vif dans les dépenses d'utilité publique : supprimer des classes et des postes, remplacer les fonctionnaires titulaires par des contractuels, augmenter le nombre moyen d'élèves par classe, inciter les jeunes à préférer l'apprentissage plutôt que la poursuite d'études, etc.

Le résultat sera forcément une dégradation des conditions de formation du plus grand nombre, et des difficultés plus grandes pour s'en sortir dans la vie. Surtout si en plus, du collège au lycée, leurs réformes aggravent la sélection sociale, au détriment des jeunes issus des milieux populaires.

LA SÉLECTION SOCIALE DÈS LE COLLÈGE

Aux ordres d'un patronat avide de main d'œuvre docile et pas chère, le gouvernement a inséré de nouvelles incitations à l'apprentissage dans la loi dite « *Pour la liberté de choisir son avenir professionnel* », votée en 2018. En fait de « liberté de choix », il s'agit surtout d'ôter aux jeunes l'envie de faire des études trop longues.

On comprend pourquoi : un décret de mars 2019 prévoit l'implantation dans les collèges, dès la Troisième, de classes de « Prépa Métiers ». Une sorte de « pré-orientation » vers l'apprentissage ou le lycée professionnel. Pas besoin d'être devin pour comprendre que ce ne sont pas les enfants de cadres ou de professions libérales qui vont être les plus concernés.

AU LYCÉE PROFESSIONNEL : VERS UNE FORMATION AU RABAIS

Les lycées professionnels, qui préparent aux CAP, BEP et Bac Pro, accueillent 30% du total des lycéens. Depuis Sarkozy, la préparation au Bac Pro a déjà été réduite de 4 à 3 ans. Avec la réforme en cours, c'est seulement en première, et pas dès la seconde, que se fait le choix de la « spécialisation professionnelle ». Sans compter une réduction importante des horaires d'enseignement général. D'où une formation au rabais, et donc moins de chances de poursuivre en BTS ou IUT, moins de chances de pouvoir se reconverter un jour, et bien sûr, moins de possibilité de se faire respecter par l'employeur.

RÉFORME DU LYCÉE GÉNÉRAL : L'ILLUSION DE LA « LIBERTÉ »

Avec parcours Sup, on l'a vu l'an dernier, il ne suffit plus d'avoir le bac pour aller à l'université. Il faut correspondre à un « profil » défini pour la filière envisagée. La réforme du lycée général, en supprimant les filières (littéraire, économique et sociale, scientifique) s'inscrit dans cette logique. Les élèves de seconde sont « libres » de choisir leurs « spécialités » (à condition qu'elles soient offertes dans leur lycée). Les « bons choix » d'aujourd'hui feront le « bon profil » de demain pour l'université. A ce compte-là, on comprend facilement que les jeunes des milieux sociaux privilégiés seront

mieux que d'autres en capacité de faire les bons choix. La sélection sociale a de beaux jours devant elle !

L'AVENIR DES JEUNES : UNE QUESTION DE SOCIÉTÉ

L'avenir de la jeunesse concerne toute la société, et pas seulement les enseignants, fortement mobilisés depuis quelques mois. Contre l'austérité et la sélection sociale à l'école, pour imposer au gouvernement le droit à une formation de qualité pour tous et toutes, pas d'autre solution que de construire le rapport de forces d'ampleur, tous ensemble : jeunes, enseignants, mais aussi salariés, citoyens en général. Parce que l'avenir des jeunes, c'est l'avenir de toute la société.



LA VIDEO GHOSN : LE LUXE POURRI DE CEUX QUI BLOQUENT NOS SALAIRES

La vidéo de la fête organisée par Carlos Ghosn au château de Versailles en 2014 est maintenant partout sur Internet. On avait déjà les photos. On a maintenant la vidéo « officielle », celle commandée par Ghosn lui-même, pour mieux immortaliser sa fête versaillaise qui a coûté 630 000 euros. Et c'est Renault qui a payé ! Du vol pur et simple, extorqué sur les richesses créées par le travail des salariés.

Au lendemain de son arrestation au Japon, en novembre 2018, le numéro 2 de Renault – Thierry Bolloré – avait osé écrire aux salariés du Groupe : « *En votre nom, nous voulons écrire ici notre total soutien à notre président directeur général* ». La honte ! Depuis, Bolloré et ses acolytes continuent de bloquer nos salaires. Pourtant, la preuve est faite qu'ils savent trouver l'argent lorsqu'il s'agit de se vautrer dans le luxe. Alors, assez de mensonges. Et sûr que si on s'y mettait tous ensemble, on pourrait arracher de véritables augmentations de salaires.

FRANCE TELECOM : LE CAPITALISME EN PROCÈS

La semaine dernière, le procès de 7 dirigeants de France-Télécom-Orange s'est ouvert, poursuivis pour harcèlement moral de 2006 à 2010. Pour supprimer 20.000 postes en 3 ans (soit un emploi sur cinq), ils avaient organisé un système de « management par la terreur », acculant les salariés à quitter leur poste puisque fonctionnaires, ils ne pouvaient pas les licencier. En 2007, Didier Lombard, alors PDG, s'était même vanté de faire « *les départs d'une façon ou d'une autre, par la porte ou par la fenêtre* ». Il a tenu sa promesse : 19 suicides et 12 tentatives de suicide en quelques années, sans compter ceux et celles qui ont sombré dans de graves dépressions. Des techniques de management assassin qui se généralisent aujourd'hui dans tous les secteurs, avec pour seul objectif de « *créer de la valeur pour l'actionnaire* ». Un procès qui ne suffira donc pas à y mettre fin, même s'il permet de révéler au grand jour les pires pratiques patronales.

Mais sacrifier la santé, voire la vie des travailleurs, pour faire du profit, c'est la logique même du capitalisme. C'est tout ce système qui est à condamner.

LIBYE : LE JEU TROUBLE DE LA FRANCE

Alors que le vent de la contestation contre les dictatures se levait en 2011 en Libye comme en Tunisie, en Syrie et en Egypte, l'intervention occidentale, France en tête, pour liquider Khadafi a semé un chaos durable, où la population est l'otage d'une guerre civile sans merci entre factions et milices parmi lesquelles celles liées à l'islamisme radical. En 2016, sous l'égide de l'ONU, a été mis en place un gouvernement dirigé par Favez Al Sarraj. Mais sa légitimité est contestée par diverses oppositions dont celle dirigée par le maréchal Haftar, qui vient en avril de déclencher une grande offensive militaire contre Tripoli. Une situation dans laquelle la France joue un double jeu, dénoncé

notamment par l'Italie et objet de la rencontre de début mai entre Macron et Sarraj. Officiellement la France soutient Al Sarraj, mais en sous-mains, elle apporte depuis Hollande conseils et soutien matériel à Haftar. Un pied dans chaque camp en prévision de l'avenir. Une diplomatie cynique avec l'enjeu pétrolier en arrière fond.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES DU 26 MAI: VOTONS ANTICAPITALISTE ET INTERNATIONALISTE VOTONS LUTTE OUVRIÈRE

Macron se présente aujourd'hui comme le seul rempart contre Marine Le Pen et le Rassemblement National. C'est pourtant bien sa politique au service des riches et des capitalistes, dans la foulée de celle de Sarkozy ou de Hollande, qui permet à Marine Le Pen et à son parti de se poser en défenseurs des classes populaires. Mais ne soyons pas dupes. Par exemple, après avoir fait mine de soutenir le mouvement des « Gilets jaunes », Le Pen et le Rassemblement National se félicitent aujourd'hui de la fermeté de la répression de Macron contre ce mouvement et contre tous ceux et celles qui contestent l'ordre social capitaliste.

Alors le 26 mai, pour donner une voix à notre volonté de changement radical de société au profit du plus grand nombre, pour une Europe des travailleurs et des peuples, de la solidarité, contre celle du capital et de la mise en concurrence généralisée, le NPA appelle à voter pour la liste présentée par **Lutte Ouvrière** : parce que pour la défense des intérêts des classes populaires, pas de solution sans un programme véritablement anticapitaliste et internationaliste.

Fête
du



Samedi
18 mai

de 15h à 24h

Salle Festive
Saint Etienne
du Rouvray



Avec

Philippe
Poutou

Débats,
meeting,
repas,
concert avec

KinKeliba



Salle Festive, Rue des Coquelicots
Bus 42 arrêt Coquelicots ou ligne F3 arrêt Youri-Gagarine

Justice sociale,
urgence
climatique, c'est
le système
qu'il faut changer

Entrée + concert : 5 euros (repas payant sur réservation)

correspondance@npa76.org
facebook.com/npa.rouen
www.npa76.org

